

Rapport financier trimestriel
Période terminée le 31 décembre 2015

Troisième trimestre de l'exercice 2015-2016
Publié le 29 février 2016 *

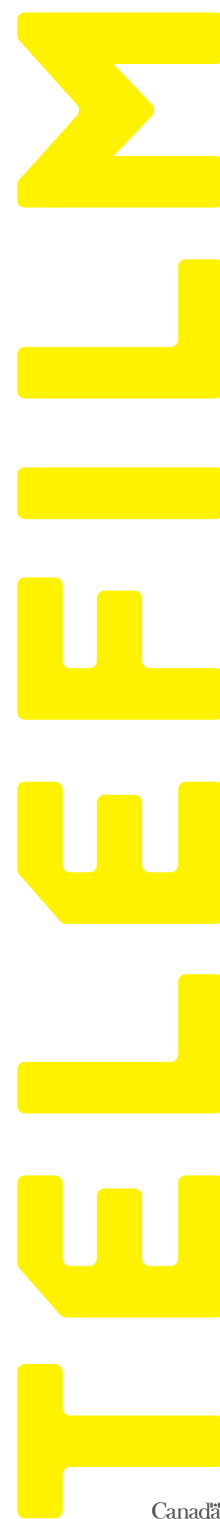




TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM	2
	NOTRE MISSION	2
	NOTRE TRAVAIL	2
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL	2
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS	2
	PROGRAMMES	2
	ACTIVITÉS	3
	PERSONNEL	3
4.	GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	3
5.	GESTION DU RISQUE	3
6.	AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS	3
7.	ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS	4
	DÉPENSES DE SUPPORT	4
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION	5
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS	6
8.	ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE	7
9.	ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	8
10.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE	9
11.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2015	10
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION	10
	ÉTAT DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	11
	ÉTAT DES RÉSULTATS	12
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE	13
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS	14
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE	15
	NOTE AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS	16
	ANNEXES A ET B - AUTRES RENSEIGNEMENTS	16



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm est la suivante : des auditoires de partout exigeant du contenu canadien multi-écrans — accessible partout, en tout temps et sur toutes les plateformes.

Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans commercial, culturel et industriel.

Notre travail

Téléfilm est formée d'une équipe de quelques 180 employés voués à la réussite de l'industrie audiovisuelle canadienne. Au nom du gouvernement du Canada, en tant que société d'État, nous appuyons des entreprises dynamiques et des talents créatifs, en offrant une aide financière à des projets cinématographiques canadiens et en mettant en valeur le succès et les talents de l'industrie audiovisuelle canadienne dans des festivals, des marchés et des événements régionaux, nationaux et internationaux.

Également, la Société s'affère à mettre en œuvre son nouveau plan stratégique, *Du talent. À portée de vue*¹, qui comporte six priorités:

- La reconnaissance de l'industrie : promouvoir l'excellence du contenu canadien;
- Les pratiques de mise en marché : encourager l'innovation pour rejoindre les auditoires;
- L'information commerciale : la prise de décisions fondée sur des mesures pertinentes;
- Le financement de l'industrie : diversifier les sources de financement;
- L'écosystème d'entreprise : réussir ensemble; et
- L'excellence organisationnelle : se surpasser dans un environnement en mutation.

Finalement, nous administrons les programmes de financement du Fonds des médias du Canada (FMC) et avons aussi la responsabilité de recommander au ministre du Patrimoine canadien les projets susceptibles d'être reconnus comme des coproductions audiovisuelles régies par des traités. Notre siège social est à Montréal et nous desservons notre clientèle depuis nos quatre bureaux de Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*² établies par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

Il n'y a eu aucun changement significatif d'effectué à nos programmes de financement au cours du trimestre.

1 : www.telefilm.ca/fr/telefilm/publications-institutionnelles/plan-dentreprise
2 : www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789§ion=text

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

Activités

La Société a financé au cours du trimestre 24 nouvelles productions pour une somme dépassant les neuf millions de dollars. En octobre dernier, la Société a eu une forte présence au MIPJunior et au MIPCOM³ en offrant un programme captivant qui mettait notamment l'accent sur du contenu scientifique destiné aux enfants. Dans ce contexte ludo-éducatif, le Canada a présenté quatre productions multiplateformes: *L'Académie secrète*, *Annedroids*, *C'est Wow* et *Prime Radicals*. De plus, dans le cadre de sa stratégie de partage d'information commerciale et du Playback Marketing Summit tenu à Toronto, la Société a publié son étude, *Les auditoires au Canada : rapport sur les tendances*⁴. Ce rapport complet traite notamment des plateformes utilisées pour visionner des films, des tendances dans la fréquentation des salles de cinéma et des préférences des Canadiens en matière de films.

Enfin, Téléfilm a présenté en collaboration avec l'Office national du film du Canada et la Société de développement des entreprises culturelles du Québec l'événement Le jour le plus court. Cette année, 28 courts métrages ont été présentés par le biais de quatre thématiques : Tout-petits, Famille, Musical et Drames et comédies. L'édition 2015 misait notamment sur un partenariat avec Air Canada, qui a rendu disponible une sélection d'œuvres sur tous ses vols intérieurs. Rappelons que cet événement était organisé dans plus de 50 pays et comprenait des séances de projection gratuites dans plus de 60 lieux différents au Canada tels que des salles de cinéma, des centres culturels, des écoles, des cafés, des centres commerciaux, des hôpitaux et des bibliothèques publiques.

Personnel

La Société désire souligner le mérite de Jean-Claude Mahé, Directeur, Affaires publiques et gouvernementales, qui se verra octroyé par le gouverneur général du Canada la Croix du service méritoire (division civile) pour son rôle joué dans la défense de l'éducation en langue française au Canada. Cette honorable distinction reconnaît une action novatrice faisant honneur au Canada, ayant été accomplie avec un professionnalisme exceptionnel et améliorant la qualité de vie des communautés.

Par ailleurs, il n'y a eu aucun changement de personnel au niveau du comité de direction de la Société.

4. GOUVERNANCE ET MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

La Société s'appuie sur une gouvernance qui s'articule par l'entremise du conseil d'administration et de ses trois sous-comités, et du comité de direction, présidé par la Directrice générale, et ses comités dérivés. Le conseil d'administration a tenu deux réunions au cours du trimestre alors que le comité d'audit et des finances s'est réuni en une occasion. Pour sa part, le comité de direction s'est réuni à 10 reprises. Notons que Madame Marie-Linda Lord a été nommée au sein du comité d'audit et des finances au cours du trimestre.

5. GESTION DU RISQUE

L'évaluation des risques est sous la gouverne de deux comités : le comité d'audit et des finances et le comité de gestion des risques. L'évaluation des risques, leurs composantes, leurs incidences et leurs mesures d'atténuation sont revues semestriellement. L'exercice a été complété au cours du trimestre. Par ailleurs, la Société note, de façon générale, une diminution du risque résiduel⁵ associé aux risques recensés.

6. AJUSTEMENTS NON COMPTABILISÉS

La direction s'efforce de produire une information financière pertinente et conforme aux NCCSP et ce, dans les délais impartis par le Receveur général du Canada, soit en arrêtant les comptes cinq jours ouvrables après la fin du trimestre. À cet effet, certains procédés de démarcation applicables aux cycles des comptes payables et recevables, ainsi que certains ajustements concernant le passif au titre des avantages sociaux futurs, n'ont pas été effectués au 31 décembre 2015. L'importance de ces ajustements est jugée négligeable par la direction.

3 : www.mipjunior.com et www.mipcom.com

4 : www.telefilm.ca/document/fr/01/17/Les_auditoires_au_Canada_rapport_sur_les_tendances.pdf

5 : Le risque résiduel est le niveau de risque qui demeure après avoir pris en compte les mesures d'atténuation du risque et les contrôles en place.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS

Tous les montants présentent des chiffres arrondis et les calculs d'écart des rubriques sont basés sur les chiffres des états financiers.

Dépenses de support

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2015- 2016	2014- 2015	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Production	61,5	50,5	35,7	48,9	14,8	29	(13,2)	(27)
Développement	7,6	7,3	4,4	3,8	3,0	41	0,6	15
	69,1	57,8	40,1	52,7	17,8	31	(12,6)	(24)
Mise en marché	11,3	8,3	10,9	8,1	(2,6)	(31)	2,8	34
Promotion	7,3	5,9	5,8	5,3	-	-	0,6	11
Événements internationaux	2,2	1,8	2,2	2,1	(0,4)	(25)	0,2	8
	20,8	16,0	18,9	15,5	(3,0)	(19)	3,6	23
	89,9	73,8	59,0	68,2	14,8	20	(9,0)	(13)

Nos dépenses de soutien à l'industrie présentent globalement un surplus budgétaire temporaire de près de 15 millions de dollars, soit 20 % du budget. De surcroît, ces dépenses sont en retrait de plus de neuf millions de dollars en regard de l'exercice antérieur, soit 13 %. Ce résultat provient essentiellement d'une diminution significative des activités issues de notre programme d'aide à la production, particulièrement celles provenant des compagnies bénéficiant du volet accéléré. Ces compagnies ayant démontré une capacité à produire des œuvres à succès bénéficient d'un accès à des fonds réservés et disposent de deux exercices pour soumettre leurs demandes de financement. Le décalage dans l'utilisation de ce type de financement explique plus de 80 % du surplus budgétaire de notre programme d'aide à la production. Cet élément explique aussi la diminution de 13,2 millions de dollars de nos dépenses en production en regard de l'exercice antérieur. En 2014-2015, notre soutien financier aux projets de films de langue anglaise était particulièrement galvanisé par les films porteurs tels *Remember* et *Beeba Boys*.

Notre programme d'aide au développement présente aussi un surplus budgétaire, celui-ci est de l'ordre de 3 millions de dollars. Ce programme a fait l'objet d'une refonte et alloue maintenant la majorité des fonds en fonction de la performance des entreprises, notamment sur la base des sorties en salle et du succès des films. La Société prévoyait une demande accrue pour le financement en développement qui ne s'est pas matérialisée. Incidemment, la Société anticipe pour ce programme un surplus budgétaire au 31 mars, ce qui permettra une réallocation des fonds disponibles. Par ailleurs, les activités de ce programme se comparent à l'exercice antérieur particulièrement en termes de projets financés avec 199 projets en développement soutenus en date du 31 décembre 2015.

D'autre part, nos dépenses en soutien promotionnel présentent un dépassement notable de plus de 3 millions de dollars du budget, et des dépenses de l'exercice antérieur. Le programme d'aide à la mise en marché a en effet été fortement sollicité à ce jour en utilisant près de la totalité du budget annuel, particulièrement pour les projets de langue anglaise avec des films prisés tels *Room*, *Brooklyn* et *Hyena Road*. Aussi, notre programme de promotion a devancé l'octroi de financement pour plusieurs initiatives, ce qui explique l'augmentation temporaire de près de 0,6 million de dollars des dépenses courantes en comparaison de l'exercice comparatif. Finalement, les dépenses de nos activités promotionnelles vouées à l'international présentent aussi un dépassement budgétaire de 0,4 million de dollars. Ce déficit est cohérent avec l'autorisation d'un dépassement budgétaire de 0,6 million de dollars qui est prévu notamment pour pallier la hausse des dépenses découlant de nouvelles initiatives et des coûts provenant de transactions en devises étrangères.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Frais de fonctionnement et d'administration

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2015- 2016	2014- 2015	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	18,8	14,0	13,4	12,6	0,6	4	0,9	7
Location	1,7	1,3	1,3	1,3	(0,1)	(4)	-	(2)
Technologies de l'information	1,5	1,2	1,1	1,2	0,1	5	(0,1)	(9)
Honoraires professionnels	2,0	1,3	1,0	1,3	0,3	25	(0,4)	(28)
Frais de bureau	0,6	0,5	0,4	0,5	0,1	15	(0,1)	(13)
Voyages	0,6	0,4	0,3	0,4	0,1	20	(0,1)	(17)
Amortissement	0,3	0,2	0,2	0,4	-	(9)	(0,2)	(45)
Publicité et publications	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	42	-	(13)
	25,7	19,1	17,8	17,8	1,2	6	-	-

Nos frais de fonctionnement et d'administration présentent de bons résultats pour les neuf premiers mois de l'exercice avec une économie budgétaire globale de 6 % et un niveau comparable de dépenses d'un exercice à l'autre. Le poste des salaires génère l'économie la plus importante, particulièrement pour le secteur responsable de l'administration de l'entente de services avec le Fonds des médias du Canada, où certains postes non comblés combinés aux effets de remplacements de postes ont procuré des économies significatives. D'autre part, les dépenses associées à notre masse salariale se sont accrues en regard de l'exercice antérieur, principalement en raison des augmentations salariales et de dotation d'effectifs requis prévus.

Les autres écarts notables proviennent des honoraires professionnels qui présentent une position favorable, à la fois de surplus budgétaire et de diminution des dépenses par rapport à la période comparative. Le surplus budgétaire provient principalement d'économies reliées à la réalisation de projets corporatifs. En effet, la Société a reporté certains frais et a aussi utilisé judicieusement la main d'œuvre interne dans l'avancement de certains travaux. Notons aussi que certaines dépenses budgétisées seront encourues au prochain trimestre. Par ailleurs, la diminution des honoraires professionnels en comparaison de la même période que l'exercice précédent, s'explique par une constatation à nos immobilisations corporelles de nos coûts associés au développement du nouveau logiciel de gestion des processus d'affaires.

Également, les frais de voyage affichent aussi un surplus budgétaire. Celui-ci découle principalement de l'annulation de certains voyages prévus autant en sol canadien qu'à l'international. De plus, l'amortissement présente une baisse par rapport à la période comparative qui provient de biens complètement amortis, particulièrement ceux inhérents à nos améliorations locatives. Finalement, le poste publicité et publications présente aussi un surplus budgétaire qui s'explique principalement par l'utilisation de ressources internes dans la production d'analyses médias, ce qui a permis de réaliser des économies tangibles, et par le décalage de frais de design graphique anticipés dans la production d'un site web corporatif.

7. ANALYSE DES RÉSULTATS CUMULATIFS (SUITE)

Financement gouvernemental et revenus

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2015- 2016	2014- 2015	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	95,5	79,7	71,4	83,8	(8,3)	(10)	(12,5)	(15)
Honoraires de gestion provenant du FMC	10,0	7,5	7,2	7,1	(0,3)	(4)	0,1	2
Revenus d'investissements et récupérations	10,0	5,8	6,9	6,6	1,0	18	0,3	5
Fonds des talents	2,0	1,1	1,5	0,8	0,4	32	0,6	75
Intérêts et autres revenus	0,1	0,1	0,1	0,3	-	15	(0,2)	(67)
	117,6	94,2	87,1	98,6	(7,2)	(8)	(11,7)	(12)

Le crédit parlementaire affiche une utilisation inférieure à notre prévision budgétaire et une diminution par rapport à la période comparative. Ce phénomène s'explique principalement par la baisse significative du financement utilisé par notre programme d'aide à la production et ce, particulièrement dans le cadre des contrats de financement de production cinématographique pour l'exercice en cours qui n'atteignent pas les attentes. Notons que la Société s'attend à un redressement de la situation au cours du prochain trimestre. Les revenus d'investissement et de récupérations affichent pour leurs parts des résultats supérieurs à notre attente budgétaire, propulsés notamment par les films *Enemy* et *The Captive* qui comptent des entrées de fonds pour près de deux millions de dollars.

Les revenus générés par le Fonds des talents sont aussi à la hausse, autant en regard du budget que de l'exercice précédent. Il est à noter que la réception des dons et le calendrier d'utilisation des montants provenant des ententes de contributions sont difficilement prévisibles. De plus, la hausse des revenus du Fonds par rapport à la période comparative provient en part égale des deux voies de financement du Fonds des talents: l'augmentation d'encaissement de dons significatifs provenant de fondations, de donateurs privés et d'entreprises ainsi que de l'utilisation accrue des contributions annuelles de Bell Média et Corus Entertainment, qui en était à leur première année en 2014-2015. Le poste intérêts et autres revenus présente pour sa part une baisse par rapport à la période comparative. Cette diminution découle d'une remise monétaire associée au renouvellement du bail de notre siège social que la Société avait reçue au cours de l'exercice précédent.

8. ANALYSE DES RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE

	Réel (M\$)		Écart	
	2015- 2016	2014- 2015	\$	%
Dépenses de support	22,4	20,3	2,0	10
Frais de fonctionnement et d'administration	5,7	6,0	(0,4)	(6)
Revenus	4,1	3,9	0,1	4
Crédit parlementaire	25,7	33,0	(7,3)	(22)
Excédent	1,7	10,6	(8,8)	(83)

Nos dépenses de soutien présentent globalement une certaine stabilité avec une variation d'à peine 10 %. Par contre, nos états financiers pour la période de trois mois exposent des écarts plus significatifs pour chacun de nos programmes de financement. En effet, les dépenses⁶ de notre programme d'aide à la production sont en baisse de plus de 20 %. Bien que le nombre de projets de financement de films soit comparable entre les trimestres comparatifs, l'exercice précédent comprenait un financement significatif pour le film *Room*. À l'opposé, notre programme d'aide au développement a vu pour sa part ses activités de financement bondir de 60%. Cette augmentation trouve son explication dans le changement du mode de décision dans l'octroi du financement du programme qui laisse une grande autonomie aux compagnies de production éligibles. Finalement, les dépenses du programme d'aide à la mise en marché sont aussi à la hausse, et ce pour plus de 80%. Notons que cette hausse est cohérente avec un accroissement du nombre de projets financés par rapport au trimestre précédent, et inclut notamment des projets importants de mise en marché de films tels que *Hyena Road*, *Room* et *Brooklyn*.

Par ailleurs, le financement utilisé provenant de notre crédit parlementaire présente une baisse significative de 22 % par rapport à la période comparative. Ceci s'explique principalement par une diminution de nos sorties de fonds associé à nos activités de programmes de financement de l'exercice. Rappelons que la baisse dans l'utilisation de notre crédit parlementaire du trimestre est fortement corrélée à la baisse de nos activités de financement de l'exercice en cours.

6 : États des résultats trimestriels pour la période de trois mois est disponible à la page 11.

9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	Réel (M\$)		Écart	
	31 déc. 2015	31 mars 2015	\$	%
Actifs financiers				
Montant à recevoir du Trésor	55,8	47,6	8,2	17
Trésorerie - Fonds des talents	2,1	0,5	1,6	285
Débiteurs	2,5	4,2	(1,6)	(39)
À recevoir du FMC	2,4	3,3	(1,0)	(30)
Prêt	0,7	0,7	-	-
	63,5	56,3	7,2	13
Passifs				
Créditeurs	1,6	2,3	(0,7)	(30)
Revenus reportés - Fonds des talents	1,2	0,2	1,0	503
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	28,5	32,3	(3,9)	(12)
Passif au titre des avantages sociaux futurs	0,7	0,8	(0,1)	(11)
Actifs financiers nets	31,5	20,7	10,9	53
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	3,2	2,6	0,6	25
Charges payées d'avance	0,6	1,9	(1,3)	(68)
Excédent accumulé	35,3	25,2	10,2	40

Actifs financiers

La Société présente une solide position financière démontrée par le niveau de ses actifs financiers nets. Le montant à recevoir du Trésor, l'actif le plus important, a augmenté depuis le 31 mars 2015 par l'entremise des revenus d'investissements et de récupérations enregistrés et non utilisés jusqu'à maintenant. Cette augmentation est temporaire et devrait se résorber au cours du dernier trimestre. L'augmentation de la Trésorerie du Fonds des talents s'explique par les contributions de Corus Entertainment et de Bell Média, qui ne sont pas décaissées en totalité, et par l'accroissement des dons privés. Les débiteurs sont en baisse, ce qui s'explique principalement par l'encaissement planifié de comptes clients significatifs dus au 31 mars dernier. Le montant à recevoir du Fonds des médias du Canada affiche aussi une diminution qui est reliée au recouvrement de coûts liés au développement du nouveau logiciel de gestion des processus d'affaires facturés au 31 mars dernier et à la taxe de vente harmonisée de 13 % exigibles sur les services d'exécution des programmes.

Passifs financiers

Les crédateurs ont diminué en comparaison de ceux comptabilisés au 31 mars dernier puisque, à cet égard, la direction applique à la clôture de l'exercice des procédés de démarcation exhaustifs sur une plus longue période de temps et qui ne peuvent être effectués lors d'un trimestre en cours d'année. Les revenus reportés ont augmenté de façon significative, principalement dû aux contributions de Corus Entertainment et de Bell Média qui ne rencontrent pas encore les critères de constatation aux revenus. La diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière découle du fait que plus de la moitié du solde au 31 mars 2015 a été versée depuis le début de l'exercice et que ce montant n'a pas été compensé complètement par les nouvelles obligations relatives aux contrats de financement.

9. ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Actifs non financiers

La hausse des immobilisations corporelles provient de la capitalisation aux travaux en cours des coûts associés au développement du nouveau logiciel de gestion des processus d'affaires, qui remplacera le système opérationnel utilisé dans l'exécution des programmes de financement. Les charges payées d'avance de l'exercice précédent ont été enregistrées aux dépenses de l'exercice, et le nouveau solde est attribuable aux loyers du mois de janvier et aux frais relatifs à des événements internationaux qui auront lieu au cours du prochain exercice.

10. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'un crédit parlementaire qui a été approuvé lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers, le crédit parlementaire étant calculé selon une méthode de comptabilité de caisse modifiée.

<i>En millions de dollars canadiens</i>	31 déc. 2015	31 déc. 2014
Coût de l'exploitation	76,9	86,0
Ajustement affectant l'utilisation du crédit parlementaire :		
Ajustement pour les dépenses de support qui rencontrent les critères d'admissibilité au crédit parlementaire	3,9	5,9
Dépenses de soutien financées par le Fonds des talents	(1,6)	(0,8)
Charges payées d'avance	(1,3)	(1,1)
Prêt	-	0,6
Frais de fonctionnement et d'administration financés par le FMC	(7,2)	(7,1)
Acquisitions d'immobilisations	0,9	0,5
Amortissement	(0,2)	(0,4)
Avantages sociaux futurs	-	0,2
Crédit parlementaire constaté au 31 décembre	71,4	83,8
Crédit parlementaire disponible pour le trimestre subséquent	24,1	11,7
Crédit parlementaire autorisé	95,5	95,5

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2015-2016.

11. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2015**Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, FCPA, FCA, MBA
Directrice générale



Denis Pion
Directeur - Administration et services d'entreprise

Montréal, Canada
Le 29 février 2016



État des résultats trimestriels

Pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2015

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Trimestre terminé le 31 déc.	
		2015	2014
Dépenses de support			
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne			
Aide à la production		9 110	11 824
Aide au développement		3 132	1 960
		12 242	13 784
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger			
Aide à la distribution et mise en marché		7 622	4 156
Promotion		1 458	1 502
Participation aux événements internationaux		1 042	907
		10 122	6 565
		22 364	20 349
Frais de fonctionnement et d'administration	A	5 650	6 026
Coût de l'exploitation		28 014	26 375
Revenus			
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada		2 384	2 389
Revenus d'investissements et récupérations		944	892
Fonds des talents		703	598
Intérêts et autres revenus		27	34
		4 058	3 913
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		23 956	22 462
Financement gouvernemental			
Crédit parlementaire		25 664	32 981
Excédent		1 708	10 519
Excédent accumulé au début		33 571	22 304
Excédent accumulé à la fin		35 279	32 823

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



État des résultats

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	Période terminée le 31 déc.		
		Budget Cumulatif	2015 Cumulatif	2014 Cumulatif
Dépenses de support				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		50 450	35 661	48 857
Aide au développement		7 345	4 355	3 793
<hr/>				
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger				
Aide à la distribution et mise en marché		8 335	10 920	8 133
Promotion		5 850	5 837	5 272
Participation aux événements internationaux		1 800	2 249	2 090
<hr/>				
		15 985	19 006	15 495
<hr/>				
Frais de fonctionnement et d'administration	B	73 780	59 022	68 145
Coût de l'exploitation		19 030	17 900	17 886
<hr/>				
Revenus				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada				
		7 518	7 247	7 139
Revenus d'investissements et récupérations				
		5 849	6 889	6 558
Fonds des talents				
		1 100	1 455	832
Intérêts et autres revenus				
		75	86	263
<hr/>				
		14 542	15 677	14 792
<hr/>				
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		78 268	61 245	71 239
<hr/>				
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		79 695	71 351	83 806
<hr/>				
Excédent		1 427	10 106	12 567
<hr/>				
Excédent accumulé au début		25 173	25 173	20 256
<hr/>				
Excédent accumulé à la fin		26 600	35 279	32 823

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	31 déc. 2015	31 mars 2015
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	55 834	47 596
Trésorerie - Fonds des talents	2 127	552
Débiteurs	2 547	4 196
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 350	3 348
Prêt	655	655
	63 513	56 347
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	1 618	2 297
Revenus reportés - Fonds des talents	1 243	206
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	28 457	32 316
Passif au titre des avantages sociaux futurs	741	829
	32 059	35 648
Actifs financiers nets	31 454	20 699
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	3 225	2 581
Charges payées d'avance	600	1 893
	3 825	4 474
Excédent accumulé	35 279	25 173

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	31 déc. Budget	31 déc. 2015	31 mars 2015
Excédent	1 427	10 106	4 917
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	223	242	553
Acquisitions	(1 398)	(886)	(1 317)
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(552)	(1 893)
Utilisation des charges payées d'avance	1 900	1 845	2 162
Augmentation des actifs financiers nets	2 152	10 755	4 422
Actifs financiers nets au début de l'exercice	20 699	20 699	16 277
Actifs financiers nets à la fin	22 851	31 454	20 699

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



État des flux de trésorerie

Pour la période se terminant le 31 décembre 2015

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Trimestre terminé le 31 déc.		Période terminée le 31 déc.	
	2015	2014	2015	2014
Activités de fonctionnement				
Excédent	1 708	10 519	10 106	12 567
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Augmentation (diminution) du passif au titre des avantages sociaux futurs	(30)	77	(88)	(127)
Amortissement des immobilisations corporelles	81	105	242	438
	1 759	10 701	10 260	12 878
Variations des éléments financiers hors caisse :				
Diminution (augmentation) des débiteurs	855	(289)	1 649	(1 078)
Diminution (augmentation) du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	79	(47)	998	307
Augmentation (diminution) des créditeurs et charges à payer	(720)	70	(679)	554
Augmentation (diminution) des revenus reportés - Fonds des talents	153	(598)	1 037	1 127
Diminution des obligations relatives aux programmes d'aide financière	(744)	(8 984)	(3 859)	(5 347)
Diminution (augmentation) des charges payées d'avance	(85)	(110)	1 293	1 575
	1 297	743	10 699	10 016
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisitions	(254)	(168)	(886)	(453)
Activités de placement				
Augmentation du prêt	-	(1)	-	(655)
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents	1 043	574	9 813	8 908
Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents au début de la période	56 918	57 641	48 148	49 307
Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents à la fin de la période	57 961	58 215	57 961	58 215

La note complémentaire et les annexes font partie intégrante des états financiers trimestriels.



Note aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les *Normes comptables canadiennes pour le secteur public* (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2015. Les principales méthodes comptables adoptées dans ces états financiers trimestriels sont similaires à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2015.

Annexes A et B - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

	Trimestre terminé le 31 déc.	
	2015	2014
Salaires et avantages sociaux	4 439	4 117
Location, taxes, chauffage et électricité	427	430
Honoraires professionnels	193	678
Technologies de l'information	180	247
Voyages et accueil	155	189
Frais de bureau	133	208
Amortissement d'immobilisations corporelles	81	105
Publicité et publications	42	52
	5 650	6 026

B - Frais de fonctionnement et d'administration cumulatifs

	Budget Cumulatif	Période terminée le 31 déc.	
		2015	2014
Salaires et avantages sociaux	13 992	13 406	12 552
Location, taxes, chauffage et électricité	1 262	1 313	1 334
Technologies de l'information	1 180	1 119	1 229
Honoraires professionnels	1 286	966	1 333
Frais de bureau	468	400	458
Voyages et accueil	424	340	411
Amortissement d'immobilisations corporelles	223	242	438
Publicité et publications	195	114	131
	19 030	17 900	17 886